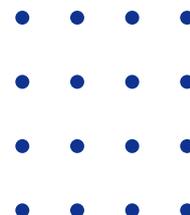


LES SÉLECTIONS DOCUMENTAIRES DE
NADJA - AVRIL 2024

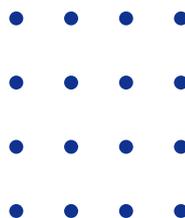
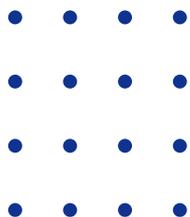


ADDICTIONS ET REPRÉSENTATIONS

Entre stigmatisation et évolution de la
norme

Ces documents sont disponibles en ligne ou à la demande
Nadja Asbl - Rue Souverain Pont, 56 - 4000 LIEGE
http://www.nadja-asbl.be/PMB/opac_css/

Avec le soutien de



Le centre de documentation de Nadja vous propose une sélection de ressources documentaires sur le thème « **Addictions et représentations. Entre stigmatisation et évolution de la norme** ».

L'objectif de cette sélection de documents, publiés entre 2019 et début 2024, est de donner un panorama de la diversité et de l'évolution des représentations en matière d'addictions, de manière transversale. En effet, le lecteur pourra explorer différentes thématiques, comme la dimension expérientielle de l'addiction, la diversité des motivations à l'usage de produits, l'aspect addictogène de notre société, la stigmatisation persistante des consommateur-trices et le langage utilisé.

Sont aussi abordés le rapport à la norme et à l'illégalité, les thématiques de l'abstinence et de la consommation contrôlée, la réduction des risques et son impact, aussi bien sur les politiques en matière de drogues que sur les stratégies de soins.

La médiatisation du phénomène « drogue » et son influence sur les représentations du public est également évoquée.

On le voit, le sujet est vaste, et cette sélection documentaire ouvre différentes fenêtres pour l'explorer.

Un clic sur le titre d'une notice renvoie vers celle-ci dans la base documentaire de Nadja <https://pmb.nadja-asbl.be/>

Les liens vers les documents sur leurs sites d'origine sont indiqués lorsque ceux-ci sont disponibles gratuitement en ligne.

Les ouvrages en prêt sont disponibles au centre de documentation, il est demandé de prendre un rendez-vous par mail : documentation@nadja-asbl.be



[Fumer du cannabis et faire de la prévention. L'exemple des futurs professionnels de l'éducation pour la santé](#)

de COURTY P.

In *VIE SOCIALE ET TRAITEMENTS*, n° 98 (2019), pp. 20-31

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2008-2-page-20.htm>



[Des usagers de drogues qui travaillent ou des salariés qui se droguent?](#)

de FONTAINE A.

In *VIE SOCIALE ET TRAITEMENTS*, n° 98 (2019), pp. 42-51

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2008-2-page-42.htm>

[L'empathie en alcoologie. Variantes, faux-semblants et pièges](#)

de Henri Gomez

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol.40 n°4 (DECEMBRE 2018), pp. 340-352

En ligne : <http://www.alcoologie-et-addictologie.fr/index.php/aa/article/view/776>



Le souci de peser dans la relation d'aide conduit à privilégier les positionnements les plus efficaces. L'empathie est le concept le plus préconisé. L'empathie n'intervient qu'en second lieu, après l'entretien d'histoire, au fil des séances. La congruence, proposée par Rogers, en est très proche. Plusieurs situations cliniques, détaillées dans le texte, suspendent ou altèrent la relation empathique. Certaines sources d'empathie sont insuffisamment exploitées : le compagnonnage, la reconnaissance. La place de la neutralité bienveillante est à reconsidérer. Légitime lors de la première rencontre, elle est également appropriée dans d'autres situations cliniques. Plusieurs attitudes relationnelles s'éloignent de l'empathie : la bienveillance universelle, la passion victimaire, la complaisance, l'identification compassionnelle. D'autres attitudes s'opposent à elle, de l'indifférence à la pitié. Le discours du soin et de la prévention n'est pas exempt de critiques. L'examen de l'empathie serait incomplet en l'absence de prise en compte des pièges plus ou moins spécifiques de la problématique alcoolique, certains étant sanctionnables du point de vue juridique. Les conditions techniques de l'empathie sont-elles réunies aujourd'hui dans la relation d'aide en alcoologie ? La réponse est non.

[Vivons-nous dans une société addictogène ?](#)

de Nicolas Simon, Bernard Basset

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol.40 n°4 (DECEMBRE 2018), pp. 353-358

En ligne : <http://www.alcoologie-et-addictologie.fr/index.php/aa/article/view/777>



La notion de société addictogène a été proposée par certains addictologues pour décrire voire expliquer la modification des conduites addictives dans notre société contemporaine, faite de rapidité et d'une offre de consommation qui est en perpétuel mouvement. Cependant, quel que soit l'intérêt en termes de communication de cette hypothèse, les preuves pour la soutenir manquent cruellement. Il est en particulier difficile d'affirmer que le niveau global d'addiction aujourd'hui est supérieur à celui des sociétés du passé marquées par une très forte consommation de produits addictifs "classiques" (tabac, alcool), ou que le pouvoir addictogène des produits actuels est globalement supérieur à ceux d'autrefois, et de s'inscrire dans les cadres de référence internationaux (Organisation mondiale de la santé, sociétés savantes). Les données de surveillance et d'analyse ne manquent pourtant pas, à l'étranger comme en France, qui pourraient venir à l'appui de cette thèse de la société addictogène, mais elles ne sont pas convoquées par ses promoteurs pour la soutenir. C'est pourquoi, faute de faits établis scientifiquement, la société addictogène apparaît pour l'instant comme une nébuleuse dont la validité reste à démontrer.

[Place de l'abstinence et de la consommation contrôlée dans le parcours des patients ayant un trouble sévère de l'usage de l'alcool](#)

de Clémence Vasseur, Yves Montariol, François Pétrègne, et al.

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol.41 n°1 (MARS 2019), pp. 5-13

En ligne : <http://www.alcoologie-et-addictologie.fr/index.php/aa/article/view/790>



Introduction : l'abstinence a longtemps été considérée comme l'unique objectif de soin des patients alcoolodépendants. Les dernières recommandations valorisent la consommation contrôlée dans un but de réduction des risques et des dommages. Quelle vision portent les personnes alcoolodépendantes sur ce nouveau paradigme de l'offre de soins ? Méthode : étude qualitative par entretiens semi-dirigés auprès de 11 patients alcoolodépendants. L'objectif principal était d'explorer leur vécu sur l'abstinence et la consommation contrôlée. Résultats : l'abstinence est un idéal permettant d'apporter un sentiment relatif de liberté, de bien-être, améliorant les relations et activités. Sa mise en application est difficile. La consommation contrôlée constitue un compromis adapté aux personnes en échec ou non prêtes à l'abstinence. Sa mise en place est plus facile. On constate une amélioration du bien-être, des activités, du relationnel. Le craving est décrit comme plus durable et la consommation contrôlée ne permet pas de tourner la page. Discussion : si l'abstinence est idéale, la consommation contrôlée est un objectif pragmatique, répondant aux

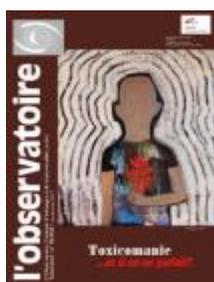
recommandations d'amélioration de la qualité de vie et de réduction de la morbi- mortalité. Certains facteurs qui influencent le choix de l'un ou l'autre objectif peuvent être définis, mais ce choix s'intègre dans un processus de changement propre à chaque patient.

[Accompagner la parentalité de personnes dépendantes et lutter contre leur stigmatisation. Le combat de Solaix](#)

de Anne-Sophie Charneux, M. Frans

In *L'OBSERVATOIRE*, n°98 (Mars 2019), pp. 17-20

En consultation au centre de documentation



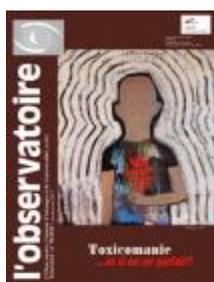
L'ASBL Solaix a vu le jour, à Bastogne, en 2011 sous l'impulsion d'une assistante sociale, Anne-Sophie Charneux, ancienne travailleuse sociale du Centre Alfa à Liège et d'un médecin généraliste, le Docteur Lambinet, spécialiste en addictologie. Solaix est un centre de consultation et de suivi ambulatoire spécialisé dans la problématique des assuétudes. Cette ASBL s'adresse à toute personne présentant une problématique autour des addictions qu'elle soit dépendante elle-même ou qu'elle soit dans l'entourage proche d'une personne dépendante. Elle intervient également auprès de professionnels, à leur demande, pour les accompagner dans leurs réflexions et étoffer leur panel d'outils d'actions disponibles. Le service propose une double prise en charge (médicale et psycho-sociale) qui se veut cohérente, concertée et globale. Il est né pour répondre à une demande de nombreux intervenants sociaux (CPAS de Bastogne, Hôpital de Bertrix, etc.) qui déploraient l'absence d'un service intégré de prise en charge des dépendances dans la Province de Luxembourg.

[Nous sommes tous des usagers de drogues. Développements, enjeux et défis vécus par les services spécialisés](#)

de Sébastien Alexandre

In *L'OBSERVATOIRE*, n°98 (Mars 2019), pp. 42-46

En consultation au centre de documentation



En quelques décennies, et en particulier depuis les années 80 et l'émergence en Belgique des premiers services spécifiquement dédiés aux problématiques liées aux drogues, les réponses à celles-ci ont beaucoup évolué et n'ont cessé de se diversifier. A la faveur, notamment, de la « réduction des risques » qui s'est peu à peu imposée comme le troisième pilier fondamental de l'intervention en faveur des usagers de drogues, aux côtés du traitement (assistance et soins au sens large) et de la prévention. A contre-courant de cette tendance, la logique prohibitionniste et punitive, au niveau légal et politique, perdure néanmoins. Et si on changeait de paradigme ?...

Rebelles fonctionnels. Nous consommons même si c'est illégal

de Caroline Saal

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, n°86 (Avril-juin 2019), pp. 11-14

En ligne : <https://prospectivajeunesse.be/articles/rebelles-fonctionnels-nous-consommons-meme-si-cest-illegal/>



Dans sa typologie des profils de délinquants, Emile Durkheim appelait celui qui commet une infraction pour faire changer la société, le rebelle fonctionnel. Cette personne, en avance sur son temps, assume son acte car son caractère illégal ne correspond plus aux valeurs de la société.

Prospective Jeunesse a rencontré plusieurs de ces rebelles qui s'ignorent. Usagers et usagères récréatifs, ils évoquent leur consommation mais surtout ce qui les questionne aujourd'hui dans la répression. Peu parlent de problèmes judiciaires, tous parlent de santé.

Du cannabis à l'adolescence : bad boys for life

de Véronique Decarpenrie

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, n°86 (Avril-juin 2019), pp. 15-17

En ligne : <https://prospectivajeunesse.be/articles/du-cannabis-a-l-adolescence-bad-boys-for-life/>

Prospective Jeunesse reçoit en consultation des jeunes consommateurs, souvent à la demande de leurs parents ou de leur école. Comment l'illégalité du cannabis influence-t-elle l'image du jeune consommateur ? Quelles conséquences dans sa relation aux autres ? Véronique Decarpenrie nous livre l'exemple d'Arnaud (nom d'emprunt). Objectif principal ? Défier les étiquettes.

Espace(s) de la salle de consommation à moindre risque, entre dedans et dehors

de Jean-Michel Delile

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol.41 n°3 (SEPTEMBRE 2019), pp. 210-218

En ligne : <http://www.alcoologie-et-addictologie.fr/index.php/aa/article/view/856>



Initialement conçues pour résoudre le problème des "scènes ouvertes" au début des années 1990 en Europe et donc essentiellement dans des objectifs de tranquillité publique, les salles de consommation à moindre risque (SCMR) ont rapidement fait la démonstration d'effets positifs en matière de réduction des risques (RDR), notamment par leur capacité à établir des contacts avec des usagers de drogues éloignés des systèmes de soins. Ces dispositifs doivent donc être nécessairement conçus avec des réponses adaptées aux besoins spécifiques d'une ville ou d'un quartier particuliers, au risque sinon de créer au contraire un effet d'appel et de créer ou d'aggraver une partie du problème que les SCMR étaient censées aussi résoudre, la visibilité sociale des usages ou des trafics, avec la création d'une scène ouverte en périphérie de la salle. Inadaptées à une configuration locale

spécifique, ces SCMR risqueraient en effet d'aggraver ainsi le risque de rejet des usagers par l'environnement et leur stigmatisation. Cette dialectique du dedans et du dehors de la salle est donc une question-clé qu'il importe de traiter dans tout projet d'implantation de tels dispositifs dans un site spécifique, en intégrant notamment la possibilité de programmes mobiles qui peuvent pour partie répondre à cette tension.

[Drogues : perceptions des produits, des politiques publiques et des usagers](#)

de Stanislas Spilka, Olivier Le Nézet, Eric Janssen, et al.

In *Tendances*, N°131 (Avril 2019), pp.1-8

En ligne : www.ofdt.fr/...



Depuis 1999, l'OFDT quantifie les opinions et les perceptions de la population française sur les drogues et les politiques publiques associées grâce à l'enquête EROPP (Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes). Pour ce cinquième exercice, un échantillon de 2 001 individus, représentatif de la population française âgée de 18 à 75 ans, a été constitué selon la méthode des quotas. L'enquête permet d'observer la structuration des opinions autour d'enjeux présents dans le débat public, mais aussi de considérer l'évolution des opinions en France depuis vingt ans.

En 2018, l'enquête EROPP s'est focalisée sur cinq substances psychoactives : le tabac, l'alcool, le cannabis, la cocaïne et l'héroïne. Il s'agit en effet des substances les plus connues et spontanément identifiées comme drogues ou qui sont les plus diffusées en France.

Ce numéro de Tendances évoque tout d'abord les connaissances liées aux drogues et leur dangerosité perçue. Dans un deuxième temps, il rend compte de l'adhésion des individus aux politiques publiques actuellement en vigueur ou faisant débat en France ou dans d'autres pays. Enfin, une dernière partie propose une synthèse des opinions relatives aux consommateurs de cannabis à travers une classification qui regroupe les individus ayant des points de vue proches. Quand cela est possible, les résultats sont comparés à ceux d'une des enquêtes précédentes.

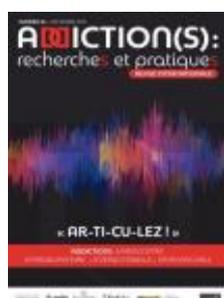
[Collaboration entre espace de consommation et police de proximité à Genève](#)

de Serge Longère

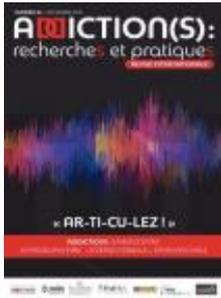
In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, n°4 (décembre 2019), pp. 29-31

En ligne :

<https://www.calameo.com/read/005544858788f47c793a3?page=1>



"Régulièrement, des stagiaires policiers viennent visiter le Quai 9 et bénéficient d'une sensibilisation à cette politique des quatre piliers. Nous sommes amenés à insister sur notre vision de la RdR qui, de fait, modifie le regard sur les consommations de substances." (extrait)



[Addictologie de liaison à l'hôpital : assurer le relais](#)

de Thierry Musset, Natalie Castetz

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, n°4 (décembre 2019), pp. 51-52

En ligne :

<https://www.calameo.com/read/005544858788f47c793a3?page=1>

Infirmier spécialiste clinique en addictologie à l'hôpital universitaire de Genève (HUG), en Suisse, Thierry Musset assure un rôle d'interface entre patients usagers de drogues et soignants, ainsi qu'entre hôpital et réseau de soins en addictologie.(extrait)

[Apprendre les drogues en classe. La construction sociale des psychotropes par leurs effets lors des actions de prévention des conduites addictives en milieu scolaire](#)

de Yohan Selponi

In *AGORA DEBATS / JEUNESSE*, n°81 (2019), pp. 109-121

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-agma-debats-jeunesses-2019-1-page-109.htm?ref=doi>



Dans le cadre d'actions préventives, décrire les effets des psychotropes sur l'organisme, n'est-ce pas aussi construire leur réalité sociale en apprenant aux élèves ce qu'ils pourraient attendre de leurs usages ? Ces descriptions sont fondées sur une homogénéisation des différents types de produits autour de leur substance dite « active » contribuant à véhiculer l'idée qu'il n'existe pas de consommations sans ivresse. Cette normalisation des conduites permet, du côté des élèves, un « apprentissage » des éléments motivant les consommations et des normes sociales associées. Mais en enjoignant, notamment, les garçons des classes populaires à se raconter, les agents de prévention contribuent à construire les consommations massives qu'ils cherchent à prévenir.

[Variation des choix du vocabulaire soignant à propos d'ânés méusant d'alcool](#)

de Pascal Menecier, Lydia Fernandez, Anna R. Galliano, et al.

In *DROGUES SANTE SOCIETE*, vol 18,n°1 (Février 2020), pp. 100-120

En ligne : [drogues-sante-societe.ca/...](https://drogues-sante-societe.ca/)



Vieillesse et méusage d'alcool concentrent des stéréotypes négatifs, pouvant générer parmi les soignants un cumul de représentations défavorables à propos de sujets âgés avec trouble d'usage d'alcool, et induire leur négligence par contre-attitudes négatives.

Objectifs : Approcher les attitudes soignantes par le biais de la forme des discours recueillis à propos d'ânés méusant d'alcool.

Méthodes : Une étude par entretiens individuels a concerné 45 soignants hospitaliers (69 % de femmes), parmi 582 infirmiers et 116 médecins de huit établissements de santé (hôpitaux ou établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) avec analyse textuelle non informatisée puis analyse automatisée du contenu des discours, par le logiciel Alceste®.

Résultats : Si l'humour émerge spécifiquement de l'analyse textuelle non

informatisée dès que les propos concernent les consommations d'alcool, une altération du choix des mots est rapidement apparue lors de l'analyse automatisée par Alceste®, avec recours à des termes familiers ou triviaux, jamais retrouvés dans aucune autre thématique des discours.

Discussion : Ces constats ouvrent vers diverses hypothèses sous-tendant ces altérations du langage soignant entre : possible recherche de proximité, jeu sur la similitude-dissemblance, spécificité associée aux particularités issues de pathologies dites auto-infligées, forme de provocation masochiste, dégoût inspiré par ces patients, avant d'enfin envisager certains aspects, positifs en osant parler du plaisir à boire de l'alcool.

Conclusion : Au-delà de l'apparence des discours, la prise en compte des éléments internes à la pensée des soignants permet d'aborder le comportement de ces professionnels. Cette approche vise à promouvoir un regard psychodynamique sur les personnes âgées mésusant d'alcool au travers des attitudes soignantes.

[La question de la déstigmatisation des personnes addictes : présentation d'un projet de recherche interdisciplinaire](#)

de Équipe santé & addiction (Université de Strasbourg, Université de Lyon)
Bulletin de *Implications philosophiques* (28/12/2019)

En ligne : <https://www.implications-philosophiques.org/la-question-de-la-destigmatisation-des-personnes-addictes-presentation-dun-projet-de-recherche-interdisciplinaire/>



Dans le cadre de la rubrique « Penser les addictions » de la revue en ligne *Implications Philosophiques*, nous proposons ici de présenter un projet de recherche, inauguré en janvier 2019, pour une durée de deux ans minimums. Ce projet porte sur la thématique de l'addiction aux produits psychoactifs (drogues illicites en particulier), qui constitue un enjeu majeur de santé publique. Comparativement au reste de la population, ces personnes sont davantage perçues comme dangereuses pour autrui, peu sociables, et manquant de capacité à sortir de l'addiction (Nieweglowski et al., 2018). La crainte d'être associé à de tels stéréotypes constitue un frein majeur pour s'orienter vers les services de soin compétents (NSDUH, 2014). La stigmatisation à l'égard des personnes addictes constitue donc un obstacle majeur à la prise en charge et au rétablissement des personnes addictes. Il apparaît donc urgent de travailler à un mouvement inverse, afin de favoriser l'orientation des personnes addictes vers les services de soin compétents



[Un langage non stigmatisant, scientifique et précis, au bénéfice de nos patients](#)

de Jean-Bernard Daepfen

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol.42 n°1 (MARS 2020), pp.3-4

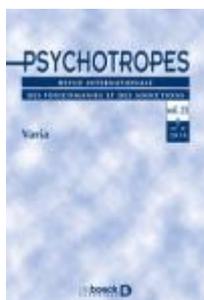
En ligne : <http://www.alcoologie-et-addictologie.fr/index.php/aa/article/view/879/387>

L'addictologie : d'une néo-discipline et de son homogénéité. Conditions de production des savoirs à l'œuvre

de Jean Dugarin

In *PSYCHOTROPES*, Vol. 25 n° 4 (2020), pp. 9-22

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-psychotropes-2019-4-page-9.htm>



Les professionnels de l'addictologie viennent d'horizons très variés. La diversité de leurs pratiques joue par conséquent sur le degré d'homogénéité de leurs représentations et des concepts à leur disposition lorsqu'ils débattent entre eux. En arrière-fond, des variations dans les normes, les valeurs et les croyances de référence peuvent aussi influencer, tant le registre renvoie à des éléments sensibles tels que la démesure, le plaisir, le risque et la transgression par exemple. Faute de trouver une commune mesure, ne serait-ce que dans les termes employés, le piège est de se retrouver dans une sorte de nominalisme radical, dont les sens et les implications sont entièrement différents pour les locuteurs. Devant la complexité et la multiplicité des déterminants, les professionnels sont poussés à s'interroger sur les risques de malentendus en relation avec ce qui sous-tend leurs conceptions, leurs visées implicites, leurs pratiques, leurs évidences et la validité des concepts sur lesquels ils s'appuient. Ici se posent quelques délicats problèmes de transdisciplinarité voire de transnosographie. C'est ce que nous allons aborder dans cet article.

Enfermement carcéral et politique sécuritaire au temps du coronavirus

de Sarah Fautré

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, n°90-91 (Avril-octobre 2020), pp. 20-23

En ligne : <https://prospective-jeunesse.be/articles/enfermement-carceral-et-politique-securitaire-au-temps-du-coronavirus/>



L'injonction des autorités au confinement nous invite à réfléchir plus largement aux conditions d'enfermement. Après cette expérience inédite, la population et – surtout – les responsables politiques seront-ils prêts à remettre en question l'utilité de la prison ? Quant à la réponse sécuritaire, elle est à l'image de nos politiques en matière de drogues : à géométrie variable et inégalitaire.

L'addiction est une pratique sociale soluble dans la coopération

de Alain Morel

In *PSYCHOTROPES*, Vol 27 n° 1-2 (2021), pp. 11-35

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-psychotropes-2021-1-page-11.htm?contenu=resume>

En consultation au centre de documentation



Comprendre les addictions, et donc les prévenir et les soigner, nécessite de s'entendre collectivement sur une définition qui intègre à la fois une délibération transdisciplinaire pour réunir les données scientifiques et la prise en compte des expériences vécues dans leur diversité. Partager une définition commune est la meilleure façon de restituer à toutes les

composantes de la société et à chacun son pouvoir d'agir et d'éviter la captation de l'expertise par telle ou telle corporation. Dans le monde d'aujourd'hui, l'usage de drogues et l'addiction ne peuvent plus être considérés comme une faute, une faiblesse de la volonté ou une maladie de quelques-uns. C'est un fait social massif, une pratique quasi universelle directement en interaction avec le monde social dans lequel elle s'origine et prend sens. L'addictologie ne peut donc se réduire à une discipline, neuro-médicale ou autre. Elle doit se concevoir à travers un prisme fondamentalement intégratif. Un modèle « bio-psycho-social » qui prenne en compte le caractère humain, fondamentalement culturel et social, donc politique des consommations de drogues et des addictions. Elles n'ont cessé de se répandre dans le monde entier ces dernières décennies, attisées par des politiques plus centrées sur la répression que sur les droits humains. Pour relever ce défi, pour prévenir, aider, soigner, avec éthique et efficacité, les politiques des États et des institutions doivent avant tout recueillir les savoirs, mobiliser les ressources collectives, les relations sociales et la solidarité entre leurs membres. Les protocoles technologiques, pharmacologiques ou autres n'ont de portée qu'au service de la relation d'entraide et de sollicitude, et s'ils facilitent l'association des savoirs entre professionnels et usagers. Tout comme notre société, l'addictologie est au seuil d'une « transition ». Elle doit contribuer à la prédominance de nouveaux liens sociaux fondés sur la coopération, l'égalité, le renforcement du pouvoir d'agir, l'inclusion sociale, le partage expérientiel et la coéducation. Pour qu'une telle transition soit « durable », il est nécessaire de fédérer les acteurs, de soutenir les expériences innovantes et de consolider cette dynamique par une politique de santé qui favorise à tous les niveaux l'implication et la coopération avec les usagers dans les champs éducationnel, clinique et institutionnel.

[L'étrange logique de la prohibition de certaines drogues](#)

de Olivier Taymans

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, N° 93 (Janvier-mars 2021), pp. 6-9

En ligne : <https://prospectiv-jeunesse.be/articles/letrange-logique-de-la-prohibition-de-certaines-drogues/>



Chaque société a sa ou ses drogues culturellement intégrées, qu'elle ne qualifie généralement pas de 'drogues'. Les autres substances sont interdites, et leur usager·e·s stigmatisé·e·s. Après un siècle d'interdiction d'une série de substances de plus en plus consommées, le constat d'échec s'impose. Le moment semble venu de composer avec la réalité des consommations et de mettre fin à la stigmatisation. En clair : de changer la loi.

Quelle place au symptôme dans l'addiction ? Entre contrainte de la consommation et contrainte de l'abstinence

de Joan Bernaud

In *CLINIQUES* (2021/1), pp. 96-109

<https://www.cairn.info/revue-cliniques-2021-1-page-96.htm?contenu=resume>



L'objet de cet article est de pouvoir engager une réflexion sur la prise en charge des addictions au sein des institutions. Après avoir dégagé la place des conduites addictives dans la société et les représentations qui y sont associées, l'auteur s'intéresse au statut de l'acte addictif en tant qu'acte symptôme dans le fonctionnement psychique du sujet. Cela est l'occasion d'explorer les attitudes et contre-attitudes des soignants face aux conduites addictives, pour enfin envisager des possibilités de prises en charge au plus près des besoins des patients. L'ensemble de cette réflexion, tant du côté du patient que de celui du soignant, est illustré par une situation clinique.

Le crack à Paris : la santé, les médias, l'opinion et les politiques

de Bernard Basset, Alain Rigaud, Myriam Savy

Bulletin de *Décryptages*, n° 48 (Septembre 2021), 16 p.

En ligne : addictions-france.org[...]



Les fumeurs de crack qui se concentrent dans le Nord et l'Est parisien suscitent l'attention des médias tant l'incapacité des pouvoirs publics à trouver une solution pour ces personnes dépendantes en grande difficulté est criante. Leur errance dans l'espace public, le sentiment d'insécurité des riverains et les discours parfois contradictoires des différentes autorités, sur fond de compétition électorale, alimentent un débat souvent confus qui ne favorise guère la recherche de solutions pragmatiques et dépassionnées. Pourtant, des pays proches ont affronté les mêmes difficultés et y ont apporté depuis longtemps des réponses sous forme de salles de consommation à moindre risque. Ces expériences, désormais installées dans la continuité, souvent évaluées scientifiquement, devraient aider les décideurs à résoudre les problèmes parisiens ou autres, loin des propos de tribunes.

«A drug that doesn't discriminate» : Les opioïdes dans les médias canadiens

de Julien Thibault Lévesque, Mélissa Roy

In *DROGUES SANTE SOCIETE*, vol19, n° 1 et 2 (Décembre 2021), pp. 7-37

En ligne : drogues-sante-societe.ca[...]



Le présent article s'appuie sur le concept de « récit » pour analyser les principaux cadres médiatisés qui investissent des significations de la crise des opioïdes au Canada. Un échantillon de 400 articles publiés entre 2015 et 2018 a été soumis à une analyse de la rhétorique des cadres. Ce faisant, quatre cadres médiatisés furent soulevés : prohibitif, médicalisé, structurel et sanitaire. Si chacun d'entre eux donne un sens particulier à l'enjeu, une tendance transversale relève du changement de statut des consommateurs

d'opioïdes, qui passent de « criminels » à « victimes-citoyens ». Notre analyse montre que cette transformation émerge au gré de discours de généralisation du risque et de stratégies discursives favorisant l'identification à l'usager et à sa famille. Ceci « dés-altérise » le consommateur, ce qui a comme double retombée de susciter la sympathie chez le public et de légitimer les demandes de soins auprès des décideurs. Émerge ainsi la figure de l'« entrepreneur de compassion », soit l'individu qui encourage la régulation des usages de drogues par des logiques de soins plutôt que punitives. Cette figure plaide plus précisément en faveur de l'implantation de « soins en réduction des méfaits », un concept employé de façon polysémique dans l'ensemble des cadres. Enfin, ces dynamiques de victimisation de l'usager légitiment le cadrage de cette crise comme un « enjeu d'approvisionnement toxique en drogues » et soulignent, aux niveaux provincial et fédéral, les méfaits des politiques prohibitionnistes qui affectaient les populations marginalisées depuis longtemps. En somme, nous émettons l'hypothèse que cette conceptualisation de la crise des opioïdes s'associe à la fin d'un paradigme et ouvre de nouvelles possibilités, notamment en permettant aux idées de décriminalisation et d'approvisionnement sécuritaire en opioïdes d'intégrer le discours public.

[Le drame du crack au risque des médias](#)

de Gilles Pialoux

In *SWAPS*, n°100 (Automne 2021), pp. 6-8

En ligne : <https://vih.org/20211210/le-drame-du-crack-au-risque-des-medias/#:~:text=Le%20crack%20est%20la%20quintessence,retrouvent%20d'ann%C3%A9e%20en%20ann%C3%A9e.>

Le crack est la quintessence de l'échec de « la guerre contre les drogues », toutes obédiences politiques confondues. La preuve dans une rapide revue de presse partielle et partielle ou comment les mêmes dérives ou raccourcis journalistiques, politiques, sémantiques se retrouvent d'année en année. Et depuis plus de trente ans...

[De quoi le crack est-il le nom?](#)

de Fabrice Olivet

In *SWAPS*, n°100 (Automne 2021), pp. 25-26

En ligne : <https://vih.org/20220104/de-quoi-le-crack-est-il-le-nom/>



La crise du crack dans le nord-est parisien a été récemment reléguée à sa périphérie dans une banlieue pauvre. Et si le problème n'était pas celui de la consommation ? Observation en léger décalage, à partir d'une lecture de la géographie urbaine.

[Comprendre les consommations de drogue à l'adolescence, un enjeu démocratique](#)

de Christine Barras

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, n°95 (Juillet-septembre 2021), pp. 4-8

En ligne : <https://prospective-jeunesse.be/articles/comprendre-les-consommations-de-drogue-a-ladolescence-un-enjeu-democratique/>



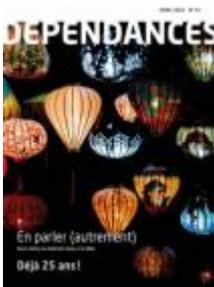
La rencontre des plus jeunes avec les produits psychotropes, licites ou illicites, est source de conflit avec les éducateurs, qu'ils soient enseignants ou parents. Pour parer aux dangers réels ou supposés qu'ils impliquent, l'adulte souhaite outiller le jeune d'une façon efficace pour lui permettre d'éviter certains pièges. Mais face à une indolence jugée irresponsable, il est pris par un sentiment d'urgence. Il exige que tout s'arrête, et pour y parvenir s'en remet à ce que la tradition met à sa disposition, des arguments faits de paroles définitives, de lieux communs qui semblent frappés au coin du bon sens. Faire peur, faire honte ou faire la morale : cette démarche se situe en dehors du jeu démocratique dans le sens qu'elle empêche le débat et rend un jugement avant même une ébauche de dialogue.

[Arrêter de jouer : sortir du placard et parler de son usage de substances](#)

de Carl Hart

In *DEPENDANCES*, n° 72 (Avril 2022), pp. 6-8

En ligne : <https://www.grea.ch/publications/3-arreter-de-jouer-sortir-du-placard-et-parler-de-son-usage-de-substance>



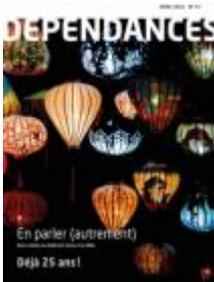
Un professeur d'une prestigieuse université américaine qui s'engage ouvertement pour combattre les clichés et les fausses représentations liées aux drogues illégales, c'est déjà beaucoup. Quand en plus il ose s'appuyer publiquement sur sa propre expérience de consommateur de drogue pour le faire, on ne peut plus que tirer son chapeau. C'est de Carl Hart qu'il s'agit, qui a accepté d'écrire un texte pour ce numéro de *Dépendances*.

[Cohabitation et regard des autres](#)

de Gaël, Mindy

In *DEPENDANCES*, n° 72 (Avril 2022), pp. 9-11

En ligne : <https://www.grea.ch/publications/4-cohabitation-et-regard-des-autres>



Que se passe-t-il quand on est dans la rue et que l'on fait appel aux services de santé ou sociaux, que l'on rencontre des policiers ou des agents de la voirie, que l'on croise le regard des "autres"? Comment ces rencontres influent-elles sur son propre rapport à soi-même, quels rapports y sont véhiculés et avec quelles conséquences? Gaël et Mindy ont chacun-e accepté d'essayer de répondre à ces questions.

[La normalisation des politiques suisses de la drogue \(](#)

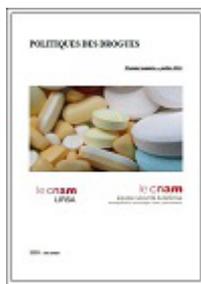
de Alexandre Pollien

In *Politiques des drogues*, N° 2 (Février 2022), pp. 11-16

En ligne : <https://esd.cnam.fr/actualite/revue-politiques-des-drogues/revue-politiques-des-drogues-1275624.kjsp>



Le coeur de la politique suisse en matière de drogues se caractérise par la stratégie des quatre piliers, soit la prévention, la réduction des risques, la répression et la thérapie (Boggio et al., 1997). Cette approche est citée en exemple (Beauchesne, 2007), son succès est remarquable : les scènes ouvertes ont été dispersées (Kübler, 2000), les atteintes à la santé ont été maîtrisées (Zobel et al., 2004, pp. 13-17), la criminalité a été réduite (Aebi et al., 1999). La méthode pragmatique développée en Suisse parvient à contrôler les manifestations les plus tragiques d'un phénomène avec lequel il faudra bien « apprendre à vivre » (Ehrenberg, 1996). Bien que le bilan soit globalement positif, il apparaît nécessaire de montrer ce que cette approche laisse dans l'ombre. [Extrait]



[L'évolution du cadrage politique et médiatique de la drogue \(2003-2019\)](#)

de Sonny Perseil

In *Politiques des drogues*, N°1 (Juillet 2021), pp. 7-11

En ligne : <https://esd.cnam.fr/actualite/revue-politiques-des-drogues/revue-politiques-des-drogues-1275624.kjsp>

[Prescription de substances classées "stupéfiantes" - le nécessaire rôle de la société civile \[Editorial\]](#)

de Jean-Félix Savary

In *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, vol 24 n°2 (Juin 2022), pp. 4-6

En ligne : www.edimark.fr/...

En consultation au centre de documentation



En Suisse, les efforts nécessaires à la mise en place d'une politique alternative sur les drogues ont fortement mobilisé le système politique. Il en découle deux conséquences majeures. L'une positive, l'autre négative. Tout d'abord, au niveau sociétal, les innombrables discussions (et votations, dans le cadre de la démocratie semi-directe helvétique) permettent un apprentissage collectif de l'ensemble du corps social, contribuant à lui donner une forte légitimité et à mieux appréhender ces questions. Considérant qu'une bonne partie des problèmes liés aux addictions provient de la réaction de la société envers des comportements reprochés (stigmatisation), ce nécessaire dialogue est le bienvenu, car il permet de mieux expliquer et d'agir sur les représentations sur le long terme, en donnant une juste place de citoyens aux personnes qui consomment des drogues. [Extrait]

Actualités de la réduction des risques : trois questions à Catherine Duplessy

de C. Duplessy, Didier Touzeau

In *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, vol 24 n° 4 (Oct.-nov.-déc. 2022), pp. 6-8

En ligne : [www.edimark.fr\[...\]](http://www.edimark.fr[...])

En consultation au centre de documentation



La réduction des risques est toujours l'objet de critiques souvent dues au manque d'informations sur les objectifs réels de cette modalité particulière de santé publique : préserver des vies en diminuant les dommages liés à l'usage de drogues.

Catherine Duplessy a démarré son activité en réduction des risques au sein de l'association SAFE en 2001, après un engagement d'une dizaine d'années au sein d'une association

humanitaire française, spécialisée dans les opérations médicales d'urgence et posturgence. SAFE porte 2 principales missions. La première est l'accès au matériel de consommation à

moindres risques, qui s'appuie sur la gestion d'un dispositif d'automates distributeurs de matériel de prévention et sur la coordination du réseau national de réduction des risques

à distance et pour lequel SAFE assure la mise en œuvre opérationnelle en Île-de-France, Normandie, Corse et dans les départements et territoires

d'Outre-mer. La seconde est une mission nationale d'appui au développement des stratégies et supports de réduction des risques, basée sur des recherches d'actions et la création partenariale d'outils.

Les motivations à l'usage de drogues : une diversité trop souvent oubliée

de Michaël Hogge

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 7 (Décembre 2022), pp. 25-27

En ligne : <https://www.calameo.com/read/0055448586b6c549e4e33>



Depuis des temps immémoriaux, les utilisations ritualisées et thérapeutiques de substances psychoactives sont historiquement documentées dans de nombreuses cultures et civilisations. Elles semblent d'ailleurs être un dénominateur commun à bon nombre de groupes humains. Les produits autres que l'alcool se sont répandus de leurs niches originelles vers les sociétés occidentales après le Moyen-Âge, au rythme des grandes découvertes. Les usages de masse à caractère hédoniste sont toutefois essentiellement apparus à la fin du 19e siècle et dans le courant du 20e siècle, avec l'essor de la société de consommation et les progrès de la chimie. Les conséquences socio-sanitaires de ces usages peu encadrés ont favorisé, en sus des enjeux économiques, politiques et post-coloniaux, l'instauration des législations prohibitionnistes, qui se sont généralisées à l'échelle mondiale dès le début du 20e siècle. L'interdit et les campagnes de diabolisation des drogues ont plongé les usagers dans la clandestinité tout en aggravant les problématiques sanitaires liées à la consommation. Autre conséquence, une modification des représentations sociales¹ associées aux usages et aux usagers. L'usage de drogues a ainsi progressivement évolué

du statut de « rite ancestral » à celui de « plaisir coupable », de « péché moral » et enfin de « danger sanitaire et social ». L'usager a quant à lui été considéré tour à tour comme un hédoniste, un marginal, un délinquant ou un malade.

[Les recovery colleges, ou collèges de rétablissement : des formations qui intègrent la dimension expérientielle de l'addiction](#)

de Jean Clot, Gaël Lehmann

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 7 (Décembre 2022), pp. 30-34

En ligne : <https://www.calameo.com/read/0055448586b6c549e4e33>



Le projet pilote du « Recovery College Addictions » a été lancé par le GREA fin 2021 en Suisse romande, avec le soutien de la fondation Promotion Santé Suisse. Il s'agit d'une offre de formations courtes données par un binôme formé par un professionnel et une personne ayant une expérience de l'addiction ou « pair ».

[La gestion responsable des drogues licites ou illicites, une utopie ? L'exemple du champ professionnel](#)

de Christine Barras

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, N° 100 (Octobre-décembre 2022), pp. 5-12

En ligne : <https://prospectiv-jeunesse.be/articles/gestion-responsable-des-drogues-licites-ou-illicites-une-utopie/>



Cet article pose la question de la « normalité » dans les consommations de drogues, en se fondant non pas sur les motivations à consommer, qui relèvent de la personne, mais sur ce qui se voit dans son fonctionnement social.

Pour l'alcool, notre société encourage des façons de consommer et intègre ce produit dans de nombreux pans de ses activités, notamment dans le monde du travail. Une consommation « raisonnable » est non seulement possible mais valorisée. En revanche, les dérapages sont jugés sévèrement et font reposer la responsabilité sur les épaules d'un « coupable », ce qui permet de faire l'impasse sur les dysfonctionnements des structures. Et en ce qui concerne les substances illicites, le discours social ne peut être que négatif même si le consommateur n'est pas en souffrance, ni personnelle ni sociale. Il s'ensuit une attitude ambiguë entre la loi et le droit à la vie privée qui pourrait nourrir l'argumentation pour la dépénalisation de toutes les drogues illicites et amener plus de justice et d'égalité dans ce monde d'après si communément évoqué.

L'autodévoilement contre la stigmatisation

de Jean-Sébastien Fallu, Edgar Szoc

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, N° 100 (Octobre-décembre 2022), pp. 18-20

En ligne : <https://prospectiv-jeunesse.be/articles/gestion-responsable-des-drogues-licites-ou-illicites-une-utopie/>



Jean-Sébastien Fallu est docteur en psychologie et professeur à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal. Lors d'un colloque scientifique de 2019, il a décidé de « s'autodévoiler » comme personne consommatrice de drogue. Il a réitéré cette « révélation » dans la revue « Libertés » en 2022. Cet entretien offre l'occasion d'opérer un retour sur cet autodévoilement et sur le caractère fondamental de la stigmatisation en matière de santé publique.

Sous les pavots la plage

de Karine Garcia, Edgar Szoc

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, N° 100 (Octobre-décembre 2022), pp. 23-25

En ligne : <https://prospectiv-jeunesse.be/articles/gestion-responsable-des-drogues-licites-ou-illicites-une-utopie/>



Le cri des coquelicots recueilli, lors d'une journée à la côte belge, les paroles de quelques femmes (ex-)toxicomanes vivant des situations de précarité. Réalisé par la vidéaste bruxelloise Elisa VDK entourée de Sophie Godenne et de Mélissa Laurent, infirmière et travailleuse sociale à l'asbl Dune, ce film porte avec sensibilité la voix de ces femmes, d'ordinaire invisibles et nous montre la double peine que la société leur inflige. Il offre des portraits de femmes aux parcours difficiles, précaires, mais toujours dignes, fortes malgré la violence subie dans un monde inégalitaire encore plus flagrant et injuste lorsque qu'on le vit dans la peau d'une femme. Rencontre avec Elisa VDK, Sophie Godenne et Mélissa Laurent autour de la précarité au féminin

Soins résidentiels et écosystème social de santé

de Alain Morel

In *DEPENDANCES*, N° 76 (Septembre 2023), pp. 7-10

En ligne : <https://www.grea.ch/publications/2-soins-residentiels-et-ecosysteme-social-de-sante>



Comment penser la place des soins résidentiels dans le système plus large auquel il appartient et comment adopter une perspective qui réponde aux défis actuels de la prise en charge en coopérant avec les personnes concernées dans une approche transdisciplinaire. Alain Morel trace quelques pistes pour le faire mais aussi pour savoir où l'on se place et à quel niveau l'on intervient (réd).



Quelle place pour la prise en charge des femmes dans le résidentiel ?

L'exemple de l'alcool

de Françoise Kündig

In *DEPENDANCES*, N° 76 (Septembre 2023), pp. 22-24

En ligne : <https://www.grea.ch/publications/6-quelle-place-pour-la-prise-en-charge-des-femmes-dans-le-residentiel-lexemple-de>

L'article invite à la considération des différences fondamentales entre les individus, notamment entre les hommes et les femmes. Car accompagner, c'est aussi pouvoir accueillir avec bienveillance l'unicité et la réalité de chacune et chacun (résumé).

Regard psychosociologique sur l'alcool et l'alcoolodépendance

de Pierre Veissière

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol 42 n° 2 (Juin 2020), pp. 103-111

En ligne : https://sfalcoologie.fr/wp-content/uploads/LA-REVUE-Articles_juillet-2023-V2610-103-110.pdf

L'alcool est présent dans l'univers, bien avant l'existence de l'homme, depuis la nuit des temps. En janvier 2015, lorsque la comète Lovejoy a traversé le système solaire, les astronomes en ont profité pour recenser les éléments chimiques qu'elle contenait. Ils ont décelé du sucre mais aussi et, pour la première fois sur une comète, de l'alcool, qu'elle a généreusement vaporisé quand elle s'est réchauffée en longeant le soleil, relâchant l'équivalent de cinq cents bouteilles de vin à la seconde. Les amateurs devront toutefois patienter, son prochain passage n'est pas attendu avant huit mille ans.



L'alcool est un cadeau du ciel que l'homme a sans doute découvert pour la première fois fortuitement, dans un creux de rocher où des fruits sauvages avaient fermenté. Il a été adopté, et ingéré sous forme de vin (domestication de la vigne native), de bière, d'hydromel, la distillation étant plus tardive. Il est associé, tôt dans l'histoire, à la puissance du mystère (Dionysies puis Bacchanales, Eucharistie) et l'ivresse qu'il procure facilement l'unit à la magie, au symbole, à la folie temporaire collective aussi (carnaval). Les commerçants contemporains vont le prétendre apprivoisé si l'on en fait un usage civilisé et raisonnable. Mais le produit n'en fait qu'à sa tête et n'est pas, dès l'origine, spontanément lié à la sagesse et à la retenue.

L'alcool est une substance psycho-active désinhibitrice qui modifie les états d'humeur et la sociabilité. Dans les cas favorables, les plus fréquents, l'humeur s'améliore, la relation sociale est facilitée. Mais certains ont parfois le vin triste ou violent, ou la désinhibition exubérante, ce qui peut gâcher la fête. L'ivresse est apportée par l'alcool, indifféremment contenu dans le vin, la bière, les alcools forts, les vins cuits, le cidre, seules les quantités nécessaires à l'obtenir varient(extrait)

Survisibilisation médiatique, invisibilisation politique : l'exemple du crack à Paris

de Marie Öngün- Rombaldi

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 8 (2024), pp. 7-8

En ligne : <https://www.calameo.com/read/005544858cc2c9f2b7ca4?page=1>



Depuis novembre 2022, il n'y a plus de scène importante de consommation, mais bien entendu, les consommateurs de rue n'ont pas disparu pour autant. Ils se cachent juste davantage ou consomment seuls ou bien par petits groupes. Alors que les consommateurs de crack représentent une minorité parmi l'ensemble des consommateurs français, ils font l'objet d'un traitement médiatique important, ce qui n'est pas sans soulever plusieurs questions, notamment éthiques. Mais de quelle visibilité parle-t-on ? Cette survisibilité permet-elle un traitement politique, social et sanitaire à hauteur des besoins ?

Lausanne : cachez ces "toxicomanes" que l'on ne saurait voir!

de Jean Clot

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 8 (2024), pp. 9-11

11

En ligne : <https://www.calameo.com/read/005544858cc2c9f2b7ca4?page=1>



Cet article s'inscrit dans la ligne thématique du présent numéro sur la visibilité des addictions, notamment dans l'espace public. Il s'inscrit également dans un contexte spécifique, celui de la ville de Lausanne en Suisse romande, et plus spécifiquement encore dans celui de la place de la Riponne. Située en plein centre-ville, cette place fait fréquemment les titres des journaux, pour des raisons liées à la consommation d'alcool et de drogues sur l'espace public ainsi qu'aux problèmes que cela génère pour le voisinage. Au regard de la couverture médiatique, il semble en effet que les préoccupations aient essentiellement trait au rassemblement sur cette place de personnes consommatrices et en situation de précarité, plus qu'à des considérations sur leur situation sociale, sur leur santé, ou sur des questions liées à leurs droits ou à la dignité humaine. Après une mise en contexte, il s'agira dans le présent texte de différencier brièvement le « visible » de la « visibilité ». Une fois ce panorama esquissé, nous nous intéresserons aux impacts de la visibilité médiatique de cette place – et des personnes qui la fréquentent – en termes de représentations et de débats publics sur les addictions.

Contre l'invisibilisation sociale : ouvrir les regards

de Céline Bellot

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 8 (2024), pp. 18-19

19

En ligne : <https://www.calameo.com/read/005544858cc2c9f2b7ca4?page=1>



La tension entre visibilité et invisibilité s'ancre naturellement dans la compréhension des perceptions sociales souhaitées, désirées ou niées par des personnes et des groupes sociaux. Le regard social n'est pas neutre. Il

est traversé par des normativités qui contribuent à établir des valeurs, des intérêts, des forces, à des individus ou des groupes sociaux au détriment d'autres. C'est dans ce contexte que l'invisibilisation sociale est révélatrice des mécanismes individuels et collectifs de discrimination, de domination et d'oppression. (extrait)

[La face cachée des jeux de hasard et d'argent : quand les discours dominants invisibilisent les enjeux](#)

de Sylvia Kairouz, Annie-Claude Savard, Lucia Romo

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 8 (2024), pp. 34-36

En ligne : <https://www.calameo.com/read/005544858cc2c9f2b7ca4?page=1>



Selon le rapport de la Commission de la revue The Lancet¹ sur les jeux de hasard et d'argent (JHA), les méfaits associés aux JHA constituent un enjeu important de santé publique. Or, une approche de réduction des méfaits nécessite une compréhension intégrée des déterminants, à savoir, les caractéristiques des joueurs aussi bien que les facteurs liés à la nature des jeux et ceux propres à l'environnement de l'offre de jeu. À la clé, trois objectifs : comprendre le phénomène dans son ensemble, identifier les points de bascule qui s'opèrent dans les habitudes de jeu, enfin orienter les initiatives de prévention, d'intervention et les politiques publiques. (extrait)

[Vieillesse des usagers de drogues : un premier pas, mais loin d'être suffisant...](#)

de Julie Quintus, Giselle Lafontaine

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 8 (2024), pp. 37-38

En ligne : <https://www.calameo.com/read/005544858cc2c9f2b7ca4?page=1>



La population vieillit de plus en plus, c'est un fait indéniable. Le rapport national drogues¹ 2022 du Luxembourg confirme ces observations : l'âge moyen des utilisateurs de drogues en réduction des risques est de 38 ans en 2022, contre 35 ans en 2019 et 28 ans en 1995. Nous constatons ainsi une réelle augmentation au cours des dix dernières années. Les avancées médicales et les conditions de vie améliorées de notre population toxicodépendante contribuent à ce phénomène. Les programmes de réduction de risques ainsi que les centres d'aides aux personnes toxicomanes jouent également un rôle crucial dans cette évolution. Une partie de la population jusqu'à présent invisible devient donc un défi visible pour notre société du Grand-Duché de Luxembourg. (extrait)

Les drogues dans tous leurs états

de Sandro Cattacin, Anne Philibert, Loïc Pignolo, et al.

Genève (<http://www.unige.ch/>) : Université de Genève, 2020, 222 p.

(Sociograph ; 46)

En ligne : [www.unige.ch/...](http://www.unige.ch/)



La question de la réglementation des drogues, en particulier du cannabis, est au cœur de l'actualité, notamment en Suisse. Et pourtant, c'est bien la prohibition qui a été la norme fondatrice des politiques drogues et qui domine encore dans de nombreux pays. Comment expliquer ce maintien alors que les consommations ne diminuent pas ? Faut-il envisager un changement de paradigme, une nouvelle manière de faire ? Si oui, comment revoir les conventions internationales ? Des interrogations évoquées en 2016 lors du Forum de recherche sociologique autour des drogues dans tous leurs états. Cette édition réunit différentes contributions présentées à cette occasion, qui questionnent sur la légitimité de l'action publique des différents États.

Attitudes, Représentations, Aspirations et Motivations lors de l'Initiation aux Substances psychoactives : Enquête ARAMIS

de Ivana Obradovic

Paris : OFDT, 2019, 55 p.

En ligne : <https://www.ofdt.fr/publications/collections/etudes-et-recherches/2019/attitudes-representations-aspirations-et-motivations-lors-de-linitiation-aux-substances-psychoactives-enquete-aramis/>



Pourquoi les adolescents ont-ils recours aux produits psychoactifs ? Quels sont leurs modes d'entrée dans ces consommations et avec quelles attentes, quelles pratiques et quelles représentations ? Comment certains en viennent-ils à s'installer dans une consommation régulière alors que d'autres parviennent à limiter et contrôler leur usage ? Pour explorer ces questions, l'OFDT a lancé en 2014 une vaste enquête qualitative baptisée ARAMIS (Attitudes, Représentations, Aspirations et Motivations lors de l'Initiation aux Substances psychoactives). Pendant trois ans, près de 200 jeunes âgés de 13 à 18 ans, issus de milieux sociaux et de territoires diversifiés, ont été interrogés en face-à-face en France métropolitaine.

Après une première synthèse des résultats, ce rapport approfondit quelques points marquants de l'étude suivant trois axes d'analyse : les contextes d'initiation ; les représentations des produits ; les motivations d'usage et les dynamiques des trajectoires de consommateurs.

Pour poursuivre et renforcer l'analyse des trajectoires d'installation dans des pratiques de consommation, une nouvelle édition d'ARAMIS sera conduite à partir de 2020. Elle permettra d'observer l'évolution des représentations dans les générations suivantes d'adolescents (nés à partir des années 2000) et d'élargir l'observation aux jeunes adultes (18-23 ans).

[Les mutations du marché du cannabis en France. Produits, approvisionnements, nouvelles pratiques](#)

de Michel Gandilhon, Stanislas Spilka, Caroline Masson
Paris : OFDT, 2019, 34 p. (Théma OFDT)

En ligne : <https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/epfxmgz7.pdf>



Ce numéro de Théma est consacré aux mutations que connaît le marché du cannabis en France, notamment en lien avec l'augmentation des usages d'herbe. Les auteurs, Michel Gandilhon, Stanislas Spilka et Caroline Masson, décrivent les grandes évolutions et les nouvelles pratiques à partir d'un ensemble de données quantitatives et qualitatives. Cette demande d'herbe croissante est alimentée essentiellement via une culture de masse en provenance des Pays-Bas et de plus en plus d'Espagne. La production hexagonale est dominée par de petites cultures réalisées par des « amateurs » qui ne couvrent pas l'ensemble de la demande intérieure. Cependant, les réseaux traditionnels de revente, plutôt spécialisés dans le commerce de la résine, tentent de s'adapter à ces nouvelles réalités en commercialisant des variétés de plus en plus diversifiées d'herbe, voire de produits dérivés, et en développant leurs propres structures de production. En regard, depuis quelques années, la production marocaine de résine connaît elle aussi des bouleversements, notamment en termes de variétés cultivées, sur fond de modernisation des techniques agricoles, qui permettent la fabrication de produits plus diversifiés et plus riches en principe actif.

[La classification des substances psychoactives : lorsque la science n'est pas écoutée](#)

de Commission globale de politique en matière de drogues

Genève (Suisse) : Global Commission on Drug Policy, 2019, 55 p.

En ligne : [www.globalcommissionondrugs.org/...](http://www.globalcommissionondrugs.org/)



Dans ce rapport, la Commission explique comment la classification historique des substances psychoactives, biaisée, a contribué à amplifier le « problème mondial de la drogue ». Il s'agit du tout premier rapport exhaustif offrant une lecture politique de l'évaluation et de la classification actuelles des drogues en fonction de leurs méfaits.

En effet, les substances psychoactives devraient être classées en fonction de leur potentiel de dépendance et d'autres dommages. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui, où certaines substances sont légalement disponibles parce qu'elles sont considérées comme bénéfiques (médicaments) ou culturellement importantes (alcool), tandis que d'autres sont considérées comme destructives et strictement interdites. La classification des drogues est au cœur du système international de contrôle des drogues. En tant que tels, les gouvernements devraient veiller à ce qu'une telle classification soit pragmatique et fondée sur des données scientifiques et factuelles, puisse établir clairement les avantages et les inconvénients des substances et permette la mise en place de modèles de réglementation légaux responsables.

Drogues: représentations et réalités. Le Quai 9, une expérience genevoise

de Martine Baudin

Genève : La Baconnière, 2019, 88 p.

En consultation au centre de documentation



La question des drogues est une question sociétale avant tout, sur laquelle toute personne a un avis et porte un regard, qu'elle soit concernée, ou non, par cette thématique. Les « dealers » et les « consommateurs » font partie des « personnages publics » des sociétés industrielles mais bien souvent, ils sont uniquement perçus sous le prisme du sordide.

Ce livre propose, à travers des essais, des témoignages, l'exemple d'un lieu de consommation et une œuvre artistique, d'ouvrir sa vision à la connaissance et au rôle de la drogue dans notre société alors que les consommations de produits psychotropes existent depuis des siècles et sont encore présentes dans certains pays sous forme de rituels et d'initiation. Les courts essais de Frédéric Orobon, Jean-Félix Savary, Martine Baudin, Anna Iatsenko et Khalid Tinasti ainsi que Boris Jeanmaire, proposent des regards différenciés de professionnels, de chercheurs et d'un usager quand les témoignages relèvent de consommateurs, de proches et de professionnels. Contrepoint vif et délicat, les cahiers photographiques, issus d'une campagne au Quai 9, sont signés par Max Jacot, photographe et artiste genevois.

Ce livre donne aussi à lire et à voir l'expérience particulière du Quai 9 à Genève, espace d'accueil et de consommation de drogues depuis 2001. Axé sur la réduction des risques, celui-ci s'organise autour de l'écoute, du dialogue, de conseils et de soins de santé primaires et met à disposition du matériel et des tables d'injections.

Connaissances et attitudes de la population québécoise à l'égard des programmes de réduction des méfaits en lien avec les substances psychoactives illicites

de Ève Dubé, Maude Dionne, Denis Hamel, et al.

Québec (QuébecCanada, Canada) : Institut National de Santé Publique du Québec (INSPQ), 2020, 136 p.

En ligne : www.inspq.qc.ca...



Ce rapport présente les résultats d'une étude populationnelle réalisée en 2019 au Québec. Dans le contexte de la Stratégie nationale pour prévenir les surdoses d'opioïdes et y répondre, le but de cette étude était d'établir « un portrait des attitudes de la population québécoise à l'égard des personnes qui consomment des substances psychoactives illicites et des programmes de réduction des méfaits ». Des données ont été recueillies auprès de 3 096 Québécois(es) interrogés(es) dans une étude par questionnaire en ligne. Les résultats de cette étude indiquent que plus de la moitié des répondants considéraient que la consommation de drogues avait augmenté dans la dernière décennie. Une majorité des répondants avait entendu parler de la crise des surdoses liées aux opioïdes dans les médias et près de la moitié percevait qu'il s'agissait d'un problème sérieux au Québec. Presque tous les répondants estimaient que la consommation

régulière de drogues présentait des dangers pour la santé et pouvait mener à des problèmes sociaux. La majorité croyait que les jeunes étaient plus vulnérables de développer une dépendance. À propos des mesures législatives, les trois quarts des répondants étaient d'avis que l'interdiction de consommer des drogues n'empêchait pas les gens d'en utiliser. Ainsi, un peu moins de la moitié des répondants jugeaient que la consommation d'une petite quantité de drogues devrait être décriminalisée et environ le tiers des participants étaient favorables à la légalisation de drogues. Toutefois, ils étaient plus divisés concernant la légalisation du cannabis, puisque seuls 45 % croyaient que c'était une bonne chose. Enfin, la majorité des répondants avaient une perception positive des différentes mesures de réduction des méfaits telles que l'accès au matériel d'injection, les services d'injection supervisée (SIS) et l'offre gratuite de trousse de naloxone. En général, les répondants considéraient que ces différentes mesures permettraient notamment de réduire les risques de surdoses, la transmission d'infections par le sang et l'abandon de seringues. L'offre de tests d'analyses de drogues, l'accès aux logements sociaux et les traitements de méthadone étaient perçus positivement par près de 70 % des participants. Leurs perceptions étaient aussi favorables envers les mesures pour les personnes incarcérées telles que l'accès aux seringues stériles et aux tatouages sécuritaires. Les femmes, les personnes plus jeunes et celles plus scolarisées étaient généralement plus favorables à ces mesures. Aucune différence majeure n'a toutefois été identifiée selon le lieu de résidence des répondants (urbain versus rural). En conclusion, les résultats de l'étude montrent une évolution positive des attitudes et des perceptions de la population québécoise envers les personnes qui consomment des drogues et les programmes de réduction des méfaits, depuis les 20 dernières années.

[La réduction des risques et des dommages : une politique inscrite dans la loi, entre humanisme, sciences et pragmatisme](#)

de MILDECA

Paris : MILDECA, 2020, 4 p. (L'essentiel sur...)

En ligne : <https://www.drogues.gouv.fr/sites/default/files/2022-07/essentiel-rdrd.pdf>



La consommation de produits psychoactifs (alcool, tabac, drogues) comporte des risques sanitaires et peut provoquer des dommages sociaux. La réduction des risques et des dommages (RDRD), sans nier le caractère illicite de certains usages, permet de considérer l'addiction comme une maladie chronique. Elle s'adresse également aux personnes non dépendantes dont les pratiques s'avèrent particulièrement dangereuses. Elle reconnaît que l'arrêt de la consommation n'est pas possible pour certaines personnes, à certains moments de leur trajectoire, et qu'il faut alors mobiliser des leviers pragmatiques et adaptés pour améliorer leur qualité de vie.

[Network-induced smoking inequalities among adolescents in Europe](#)

de Pierre-Olivier Robert

Louvain : UCL, 2020, 187 p.

En ligne : dial.uclouvain.be/...

Half of those who start smoking die as a result. People of lower socio-economic status are over-represented among smokers. Socially and economically underprivileged individuals are more likely to use tobacco, smoke for longer, experience relapses when they try to quit smoking, and die prematurely. Tobacco control policies have been implemented but do not seem to have decreased socio-economic inequalities in smoking. This thesis attempts to demonstrate the extent to which peer effects in schools contribute to buffering smoking denormalization and increasing socio-economic inequalities in smoking. Acceptance of smoking in low-SES groups, and social capital based on academic performance and smoking mitigate the effects of denormalization strategies and protect smokers from stigmatization. It may, therefore, be possible to create school tobacco policies that take adolescents' SES into account and change the smoking climate without contributing to the stigmatization of individual smokers.

[Expertises et addictions Les trajectoires de "sortie" à l'épreuve des savoirs professionnels et expérientiels](#)

de Line Pedersen

Paris : L'Harmattan, 2019, 316 p. (Conception et Dynamique des Organisations)

En prêt au centre de documentation

L'expression "expertise profane" sert souvent à donner sens à la revendication d'un savoir des personnes sans titre professionnel dans un domaine donné de leur expérience. Ce terme donne ainsi une certaine légitimité à leur intervention ou à leur point de vue sur le sujet. Mais comment définir cette expertise profane? N'est-ce pas un terme qui légitime et réduit simultanément le savoir des non-professionnels à certains aspects de leur expérience? Le présent ouvrage entend analyser cette notion dans un domaine où, justement, les savoirs disciplinaires et professionnels doivent faire face à une longue tradition d'intervention dite profane : celui des addictions. Ici les associations d'entraide ont survécu quasiment dans leur forme initiale, qui est celle de baser leur aide sur le partage d'expériences de l'addiction.

En suivant les trajectoires de déprise dans les Centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie et dans les groupes d'entraide (Vie Libre et Narcotiques Anonymes), cette recherche permet d'appréhender la sortie des addictions aux produits psychoactifs. Elle propose une analyse des enjeux autour de la définition de l'addiction elle-même et la manière d'en sortir. Peut-on guérir d'une addiction ou doit-on apprendre à vivre avec ? L'auteure entend ainsi saisir ce qui se joue entre savoirs professionnels et savoirs expérientiels dans la construction morale et sociale d'une trajectoire de déprise.



La "guerre contre les drogues". Fact checking des idées reçues

de EUROTOX

Bruxelles : Eurotox, 2021, 8 p.

En ligne : eurotox.org[...]



A l'occasion des 100 ans de la loi « drogues », Eurotox asbl, l'observatoire socio-épidémiologique alcool-drogues en Wallonie et à Bruxelles, propose de vérifier les affirmations les plus courantes au sujet des drogues illégales, leur trafic et leur consommation, ainsi que l'efficacité des politiques anti-drogues menées en Belgique et dans le monde.

Sans alcool

de Claire Touzard

Paris : Flammarion, 2021, 285 p. (J'ai lu ; 13367)

En prêt au centre de documentation

En France, on s'avoue rarement alcoolique. Quand on boit on est festif, irrévérent, drôle. Français. Un jour pourtant, Claire arrête de boire. Elle prend conscience que cet alcool, prétendument bon-vivant, est en vérité en train de ronger sa vie. Il noyauté ses journées, altère sa pensée, abîme ses relations.

En retraçant son passé, elle découvre à quel point l'alcool a été le pilier de sa construction et de son personnage de femme. Sans alcool est le journal de son sevrage. Un chemin tortueux, parfois rocambolesque, à travers son intimité. Une quête de libération complexe, dans un pays qui sanctifie le pinard. L'autrice affronte son passé, l'héritage familial, le jugement des autres. Son récit interroge, au-delà de son expérience. Pourquoi boire est une telle norme sociale ? Alors qu'on lui a toujours vendu la sobriété comme le choix des cons et des culs bénis, elle réalise qu'on l'a sans doute flouée. Être sobre est bien plus subversif qu'elle ne l'imaginait.

Drogues : le vrai du faux

[S.l.] : Collectif pour une nouvelle politique des drogues (CNPD), 2022, 16 p.

En ligne : <https://www.federationaddiction.fr/wp-content/uploads/2022/08/drogues-le-vrai-du-faux.pdf>



Face aux déclarations des politiques souvent erronées sur la question des drogues, les organisations du Collectif pour une nouvelle politique des drogues publient « Vrai Faux Drogues » un document de fact-checking. Cannabis, crack, usages, trafics, addiction, soins... : les questions liées aux drogues sont monnaie courante dans le débat public et donnent souvent lieu à des approximations voire des mensonges. Les campagnes présidentielle et législative ne font évidemment pas exception.

Il faut « plus de bleu » pour lutter contre les trafics et une « hospitalisation sous contrainte pour les toxicomanes ».

On commence par le cannabis puis il y a « des effets de glissements vers des drogues plus dures ».

« Les salles de shoot troublent l'ordre public et poussent les gens à consommer »...
Ces déclarations, et bien d'autres, sont récurrentes... et fausses !

Face à ce constat, les organisations membres du Collectif pour une nouvelle politique des drogues (CNPd, dont la Fédération Addiction fait partie) publient « Drogues : le vrai du faux », un document de fact-checking des principales affirmations sur les consommations de drogues (légal ou non), les dispositifs de soins et de réduction des risques, les addictions et les politiques qui y sont liées. Les questions d'usages de drogues sont un sujet suffisamment sérieux pour être traité correctement. De nombreuses études, recherches et données, aussi bien françaises qu'internationales, existent et permettent de rétablir les faits.

Parce qu'il est temps d'arrêter de dire n'importe quoi sur les drogues, les organisations du CNPD mèneront pendant toutes les campagnes électorales un travail de veille et, si nécessaire, de rectification des déclarations des candidates et candidats.

[Médias, cocaïne et réduction des risques](#)

de Jean Clot

[S.I.] : REISO.org (Revue d'Information Sociale), 2022, 4 p.

En ligne : www.reiso.org[...]



Favoriser les échanges de connaissances et de pratiques entre les professionnel·le·s de terrain, les chercheur·euse·s et les médias, pourrait permettre d'éviter de perpétuer des représentations induisant des risques lors de la consommation de cocaïne. C'est l'analyse de Jean Clot, collaborateur scientifique du GREA et sociologue.

Cet article propose une brève analyse qui conjugue des contributions théoriques sur les représentations sociales et des savoirs professionnels et expérimentiels en matière de réduction des risques. A travers ce parallèle il s'agit de susciter une réflexion par rapport à l'usage qui est fait des images dans les médias lorsqu'il est question de cocaïne.

[Les villes face à l'usage de drogues dans l'espace public : quels modèles hors de nos frontières?](#)

de Marie Jauffret-Roustide

Octobre. [S.I.] : The conversation.com, 2021, 6 p.

En ligne : theconversation.com[...]

Dans le sillage des débats sur la sécurité, l'usage de drogues dans les lieux publics constitue un fort enjeu électoral, avec aujourd'hui en point de mire la construction d'un mur entre Paris et Pantin.

Si durant de nombreuses années, le trafic de stupéfiants a été pointé comme cause de l'insécurité, le débat s'est orienté vers la présence même des consommateurs de drogues dans l'espace public et ouvre un champ de discussion sur les réponses à y apporter.

[Le nouveau monde des drogues. De la stigmatisation à la médicalisation](#)

de Emmanuel Langlois
Paris : Armand Colin, 2022, 285 p. (Sociologia)
En prêt au centre de documentation

Que sont devenus les junkies qui ont abreuvé nos imaginaires et nos stéréotypes autour de la drogue pendant plusieurs décennies ? Le présent ouvrage montre que cette figure s'est peu à peu diluée dans un nouveau monde des drogues qui brouille les frontières entre le licite et l'illicite, le thérapeutique et le récréatif, le normal et le pathologique, les insiders et les outsiders. Il fait le constat que la médicalisation et le succès de l'addictologie moderne ont profondément reconfiguré le sens des usages de drogues dans nos sociétés et nos vies individuelles. Dans ce nouveau monde de la « chimie sociale » qui organise un vaste continuum d'expériences psychotropiques, l'abstinence n'est plus le seul rapport socialement acceptable aux drogues qui sont désormais instrumentalisées dans de multiples politiques de l'individu.

Sur la base d'enquêtes empiriques et de travaux socio-historiques, l'ouvrage est organisé autour de cinq chapitres : un survol historique pour qualifier l'évolution des usages jusqu'à la révolution addictologique, une analyse de l'expérience contemporaine des drogues du point de vue des usagers, une analyse des situations floues entre médicaments et drogues chez les insiders, une étude de la médicalisation des usagers d'opiacés traditionnels dans les programmes de substitution, et enfin une plongée chez les « grands chroniques » pris en charge dans les communautés thérapeutiques qui marquent un point limite de la médicalisation des drogues.

[Belief that addiction is a discrete category is a stronger correlate with stigma than the belief that addiction is biologically based](#)

de Hasan Siddiqui, M.D. Rutherford

Janvier. [S.l.] : Springer Nature, 2023, 11 p. (Substance abuse treatment, prevention and policy ; 18 (1))

En ligne : [www.ncbi.nlm.nih.gov/...](http://www.ncbi.nlm.nih.gov/)

La toxicomanie est stigmatisée, et cette stigmatisation contribue aux mauvais résultats obtenus par les personnes souffrant de dépendance. Les chercheurs ont fait valoir que l'offre d'explications génétiques de la dépendance réduira la stigmatisation, mais peu de recherches ont testé cette prédiction.

Nous avons présenté aux participants (N = 252) des articles de presse fournissant des explications génétiques ou anti-génétiques de la dépendance.

La condition de l'article n'a pas eu d'effet sur la stigmatisation.

L'essentialisme biologique des participants est corrélé à la stigmatisation dans le contexte de la dépendance aux opiacés et à la méthamphétamine. Toutefois, l'essentialisme non biologique des participants présentait une corrélation significativement plus forte avec la stigmatisation.

Cela suggère que d'autres croyances essentialistes, comme la croyance que

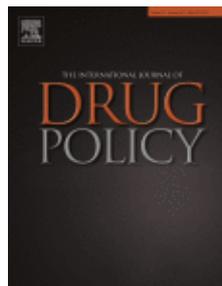


les catégories sont discrètes, peuvent être plus utiles que l'essentialisme biologique pour comprendre la stigmatisation liée à la dépendance.

[Effects of media representations of drug related deaths on public stigma and support for harm reduction](#)

de Harry R. Sumnall, Amanda Atkinson, Catharine Montgomery, et al.
Janvier. [S.l.] : Elsevier, 2023, 12 p. (The international journal on drug policy ; 111)

En ligne : idpc.net[...]



Les décès liés à la drogue atteignent des niveaux historiquement élevés au Royaume-Uni (RU), mais certaines approches susceptibles de réduire le risque de mortalité restent controversées. Le soutien du public apporte une contribution importante au développement de la politique en matière de drogues, mais il existe des niveaux élevés de stigmatisation publique à l'égard des personnes qui consomment des drogues (PWUD), et cela est en partie façonné par les représentations des médias. Nous avons cherché à savoir si la description des caractéristiques des défunts représentés dans les articles de presse sur la RD était associée à des différences d'attitudes stigmatisantes et de soutien à la politique de réduction des risques. Méthodes : Nous avons entrepris une étude transversale en ligne avec une conception randomisée, menée auprès d'un échantillon représentatif au niveau national (Royaume-Uni). Les participants (N = 1280) se sont vus présenter de manière aléatoire l'un des huit reportages simulés sur un décès qui différait selon la drogue (ecstasy ou héroïne), le sexe (homme ou femme) et l'âge (jeune ou plus âgé) du défunt. Les données ont été analysées à l'aide de MANOVA.

[La Réduction des risques en hébergement. Etat des lieux des pratiques et des besoins](#)

Paris (<http://www.federationaddiction.fr>) : Fédération Addiction, 2023, 28 p.

En ligne : www.federationaddiction.fr[...]



Ces dernières années, la réduction des risques (ou RdR) s'est développée dans certaines structures de l'accueil-hébergement-insertion. La Fédération Addiction et la Fédération des acteurs de la solidarité ont interrogé plusieurs centaines de professionnels : l'état des lieux ainsi dressé montre des dynamiques positives... qui souffrent toutefois d'un manque de moyens. Les publics en situation de précarité sont particulièrement touchés par les pratiques addictives. Pendant longtemps, les centres d'hébergement qui les accueillent ont mis en place une interdiction de consommation d'alcool ou d'autres substances. Cette situation est toutefois en train de changer : une dynamique de réduction des risques émerge peu à peu dans les établissements.

[Crack et cocaïne : pourquoi deux drogues si proches sont-elles considérées](#)

si différemment dans la sphère publique ?

de Marie Jauffret- Roustide

Juillet. [S.l.] : The conversation.com, 2023, 7 p.

En ligne : [theconversation.com\[...\]](https://theconversation.com/)

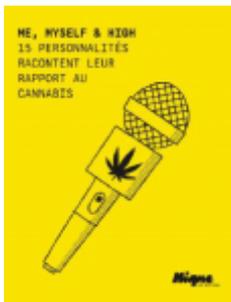
Malgré la proximité pharmacologique de la cocaïne et du crack, on peut observer des discours et représentations très différents: la première est fréquemment associée à la vie nocturne et festive, alors que la seconde renverrait plutôt à une certaine déchéance et aux marges de la société. Le traitement médiatique qui a été fait autour du crack en France, et plus récemment en Suisse, illustre en partie ce phénomène, avec des images déshumanisantes - dont celle persistante des « zombies » - qui renforcent la stigmatisation des personnes en situation de vulnérabilité, tel que l'avait également signalé Camille Robert dans un éditorial du GREA. Dans son analyse, Marie Jauffret-Roustide montre quels sont les enjeux politiques derrière ce type de discours dévalorisants, en rappelant qu'historiquement la lutte contre les drogues a souvent été un prétexte afin de parvenir à des fins politiques, notamment d'accroître le contrôle social sur des minorités et groupes sociaux perçus comme dangereux. En outre, elle signale également que la stratégie politique qui a prévalu en France jusqu'à présent a globalement déplacé les problèmes plutôt que contribué à leur résolution. Pourtant, il existe d'autres solutions que le tout répressif.

Me, myself and high. 15 personnalités racontent leur rapport au cannabis

de Camille Diao, Christophe Payet

[S.l.] : Nique Editions, 2022, 249 p.

En consultation au centre de documentation



Bien plus qu'une simple substance illicite, le cannabis est devenu en France une réalité sociale ainsi qu'un objet culturel. Avec 5 millions de consommateurs chaque année, nous sommes le principal marché européen du cannabis. Pendant qu'un peu partout dans le monde, des processus de légalisation sont à l'oeuvre, en France de nombreux clichés persistent, et on sait rarement de quoi on parle.

Pour lever le tabou, libérer la parole et ouvrir le débat, nous sommes allés à la rencontre de 15 personnalités du monde de la culture, qui nous ont raconté sans aucun complexe leur rapport personnel au cannabis.

Mathieu Kassovitz, Lio, Sébastien Tellier, Liliane Rovère, Frédéric Beigbeder, Laura Felpin, Monsieur Poulpe, Benoît Hamon, Jan Kounen, Manu Payet, Jok'Air, Sébastien Thoen, Boombass, Scotch-Man, Zarca : ces entretiens sont issus du podcast Banana Kush, qui depuis octobre 2018 ausculte le cannabis dans toutes ses dimensions.



Drogue à Marseille : une salle, deux ambiances

de Léna Rosada

Décembre. Marseille : <https://cqfd-journal.org/>, 2023, 4 p.

En ligne : [cqfd-journal.org\[...\]](https://cqfd-journal.org/)

Une salle de consommation de drogue à moindres risques doit ouvrir l'année prochaine à Marseille. Projet annoncé de longue date par l'équipe municipale, soutenu par les professionnels en addictologie, il réveille néanmoins l'hostilité de certain·es riverain·es.

Le 18 janvier 2024, le journal Libération publie :

Drogues : à Marseille, l'ouverture de la salle de consommation à moindre risque suspendue.

La création d'une halte soins addictions a été repoussée face à une fronde citoyenne et politique, focalisée notamment sur sa localisation en centre-ville. La France accuse un certain retard pour ce dispositif dont l'efficacité n'est plus à prouver.



https://www.liberation.fr/societe/sante/a-marseille-louverture-de-la-salle-de-consommation-a-moindre-risque-suspendue-20240118_U4RQBDZWIJFLROTUQVS5SJU5VA/

« En tant que phénomène social, la « toxicomanie » est le champ de multiples discours. Chacun de nous y puise des informations pour se forger sa propre perception. Lorsque nous intervenons, cette représentation entre en jeu, consciemment ou non, dans notre communication et dans les objectifs que nous nous fixons.

Pouvoir décoder sa propre perception, faire émerger celle de l'autre dans sa spécificité nous semblent des facteurs incontournables pour établir une communication efficace. Celle-ci permettra à l'intervenant de négocier des objectifs d'accompagnement, de prévention ou de traitement, de les tester et de les évaluer, en tenant compte du contexte de son intervention. »

<https://www.nadja-asbl.be/approche-systemique-et-communicationnelle/>